

19.1 Bilan énergétique

En 2017, la production d'énergie primaire s'élève en France à 132,1 millions de tonnes équivalent pétrole (tep). Elle recule pour la deuxième année consécutive : - 1,2 % en 2017, après - 5,0 % en 2016. Cette baisse s'explique par le repli de la production nucléaire et de la production hydraulique. La consommation d'énergie primaire nationale est quant à elle quasiment stable (- 0,1 %), malgré des températures plus douces qu'en 2016 et donc de moindres besoins de chauffage. En conséquence, les importations nettes d'énergie augmentent de 2,7 % et le **taux d'indépendance énergétique** perd un demi-point, à 53 %.

Les prix de l'énergie payés par les ménages augmentent en moyenne en 2017 mais avec des disparités fortes entre formes d'énergie. La remontée des cours du pétrole et, dans une moindre mesure, la hausse de la taxation des produits pétroliers se traduisent par une augmentation du prix des carburants. À l'inverse, les prix de l'électricité et du gaz augmentent modérément pour les ménages. La facture moyenne d'énergie des ménages s'élève à un peu plus de 2 900 euros, dont 52 % pour le logement et 48 % pour les carburants. L'énergie représente 8,5 % du budget des ménages en 2017, soit 0,2 point de plus qu'en 2016. Cette part apparaît toutefois relativement modérée dans une perspective historique. Celle liée au logement est quasiment stable. En revanche, la dépense des ménages

en carburants, tirée par le rebond des prix, augmente de 9,7 %.

Tirée par la croissance du PIB, la **consommation finale énergétique corrigée des variations climatiques** croît de 1,5 %. La consommation d'énergie à usage de transport augmente et continue d'évoluer dans sa structure : les transports utilisent moins de gazole mais plus d'essence et de biocarburants. La consommation d'énergie résidentielle croît de 1,5 %. Cette hausse touche toutes les grandes formes d'énergie : électricité, gaz et produits pétroliers. La consommation résidentielle d'énergies renouvelables (EnR) augmente de 2,1 %, tirée par la consommation d'énergie issue des pompes à chaleur dont le marché reste très dynamique en 2017. La consommation d'énergie de l'industrie baisse de 0,5 %, malgré une hausse des productions respectives de l'industrie manufacturière et de la construction de 1,9 % et 3,4 %. Ce découplage traduit la poursuite d'une forte dynamique de gains d'efficacité énergétique.

En 2016, la consommation intérieure brute d'énergie s'élève dans l'Union européenne (UE) à 1 641 Mtep. Cela la situe 10,8 % au-dessous du niveau record enregistré en 2006, mais 6,1 % au-dessus du niveau moyen de la décennie 1996-2006. Au cours des dix dernières années, les pays où la consommation d'énergie a le plus baissé sont la Grèce, Malte et la Roumanie. ■

Définitions

Énergie primaire : ensemble des produits énergétiques non transformés, exploités directement ou importés. Ce sont principalement le pétrole brut, les schistes bitumineux, le gaz naturel, les combustibles minéraux solides, la biomasse, le rayonnement solaire, l'énergie hydraulique, l'énergie du vent, la géothermie et l'énergie tirée de la fission de l'uranium.

Tonne équivalent pétrole (tep) : quantité d'énergie contenue dans une tonne de pétrole brut. Cette unité est utilisée pour exprimer dans une unité commune la valeur énergétique des diverses sources d'énergie. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Consommation d'énergie corrigée des variations climatiques, électricité, énergie finale, énergie nucléaire, énergies renouvelables, taux d'indépendance énergétique : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Bilan énergétique de la France en 2017 – Données définitives », *Datalab essentiel* n° 162, SDES, décembre 2018.
- « Les énergies renouvelables en France en 2017 », *Datalab essentiel* n° 155, SDES, octobre 2018.
- « Chiffres clés de l'énergie », *Datalab* n° 43, SDES, septembre 2018.
- « La consommation dans l'UE est au-dessus de l'objectif d'efficacité énergétique », *communiqué de presse* n° 25, Eurostat, février 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Bilan énergétique de la France

en millions de tep

	2015 (r)	2016 (r)	2017 (p)						
	Total	Total	Charbon	Pétrole	Gaz	Électricité - Nucléaire ¹	ENRT ² et déchets	Chaleur vendue ³	Total
Approvisionnement									
Production d'énergie primaire	140,6	133,6	///	0,9	0,0	111,1	20,1	///	132,1
Importations	153,2	151,6	10,1	100,7	43,2	1,8	1,1	///	156,8
Exportations	- 32,7	- 29,7	0,0	- 20,6	- 5,4	- 5,3	- 0,3	///	- 31,7
Variation de stocks (+ déstockage, - stockage)	0,7	1,8	- 0,2	- 0,4	0,7	///	///	///	0,2
Soutes maritimes et aériennes internationales	- 8,0	- 7,8	0,0	- 8,1	///	///	///	///	- 8,1
Total des disponibilités	253,8	249,6	9,9	72,5	38,5	107,6	20,8	///	249,4
Taux d'indépendance énergétique (en %)	55,4	53,5	///	///	///	///	///	///	53,0
Emplois									
Consommation de la branche énergie ⁴	101,6	94,8	8,6	4,8	8,7	70,1	5,8	- 3,7	94,4
Consommation finale énergétique ⁴	142,3	141,2	1,1	55,2	29,5	37,9	15,4	3,7	142,7
Agriculture, industrie (y c. construction)	30,6	30,9	1,1	5,5	10,0	10,9	1,8	1,5	30,7
Résidentiel, tertiaire	63,2	65,3	0,1	8,7	19,4	26,0	10,2	2,2	66,7
Transports	44,9	45,0	0,0	41,0	0,1	0,9	3,3	///	45,4
Consommation finale non énergétique	13,9	13,5	0,3	12,7	1,1	///	///	///	14,2
Consommation totale d'énergie primaire⁴	257,8	249,5	10,1	72,8	39,3	108,0	21,2	///	251,2
<i>dont corrections climatiques</i>	<i>4,0</i>	<i>- 0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>2,1</i>

1. Le nucléaire est comptabilisé en équivalent primaire à la production (chaleur dégagée par la réaction nucléaire, puis convertie en électricité). 2. Énergies renouvelables thermiques : biomasse solide (bois-énergie, résidus agricoles et agroalimentaires), biogaz, biocarburants, géothermie, solaire thermique, pompes à chaleur. 3. La chaleur (vendue) est distinguée des autres énergies, alors que dans les éditions antérieures, les consommations de combustibles utilisées pour produire cette chaleur étaient considérées comme des consommations finales (réparties entre consommateurs au prorata de leurs volumes d'achat de chaleur). 4. Corrigée des variations climatiques. Champ : France.

Source : SDES.

Structure de la consommation d'énergie primaire

en %

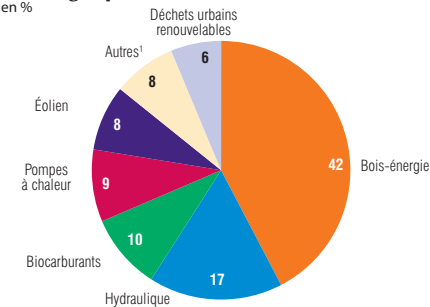
	1990	2000	2010	2016 (r)	2017
Hydraulique, éolien, photovoltaïque	2,1	2,2	2,4	3,2	2,9
ENRT ¹ et déchets	5,1	4,4	6,3	8,2	8,4
Nucléaire ²	34,3	40,0	42,0	40,7	40,0
Gaz	11,8	14,4	15,4	15,3	15,7
Pétrole	37,9	33,1	29,5	29,0	28,9
Charbon	8,9	5,9	4,4	3,6	4,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Énergies renouvelables thermiques : biomasse solide (bois-énergie, résidus agricoles et agroalimentaires), biogaz, biocarburants, géothermie, solaire thermique, pompes à chaleur. 2. L'énergie nucléaire est comptabilisée en équivalent primaire à la production (chaleur dégagée par la réaction nucléaire, puis convertie en électricité), déduction faite du solde exportateur d'électricité. Champ : France ; France métropolitaine pour les années 2010 et antérieures. Note : énergie primaire corrigée des variations climatiques.

Source : SDES.

Part des filières dans la production d'énergie primaire renouvelable en 2017

en %



1. Biogaz, résidus agricoles, solaire thermique, géothermie, solaire photovoltaïque et énergies marines.

Source : SDES.

Production et consommation intérieure brute d'énergie dans l'UE en 2016

en millions de tep

	Production	Consommation intérieure brute	Taux d'indépendance énergétique ¹ en %
Allemagne	115,6	317,3	36,5
Autriche	12,3	33,9	36,5
Belgique	15,0	57,5	26,1
Bulgarie	11,2	18,1	61,9
Chypre	0,1	2,4	5,3
Croatie	4,4	8,6	51,4
Danemark	14,9	17,4	85,8
Espagne	34,0	122,2	27,8
Estonie	4,7	6,2	75,2
Finlande	17,6	34,6	50,7
France	130,6	248,7	52,5
Grèce	6,7	24,1	27,8
Hongrie	11,4	25,7	44,2
Irlande	4,2	14,8	28,3
Italie	33,8	154,7	21,8
Lettonie	2,4	4,4	55,8
Lituanie	1,6	7,0	23,0
Luxembourg	0,2	4,2	3,8
Malte	0,0	0,7	2,4
Pays-Bas	46,1	78,5	58,7
Pologne	66,4	99,9	66,5
Portugal	6,0	23,3	25,8
Rép. tchèque	27,2	41,8	65,0
Roumanie	25,0	32,4	77,3
Royaume-Uni	119,6	189,4	63,1
Slovaquie	6,2	16,5	37,5
Slovénie	3,6	6,8	52,5
Suède	34,6	49,2	70,2
UE	755,4	1 640,6	46,0

1. Rapport de la production à la consommation.

Sources : Eurostat (extraction du 17 octobre 2018) ; SDES.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Titre de la double-page

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisés ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²		Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²	
		2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²			2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2	Transport	1 451	3,1	2,8
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1	Achats de véhicules	362	0,7	1,7
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4	Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5	Services de transport	288	2,0	1,1
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7	Communications	285	-4,2	-4,2
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3	Services postaux	17	3,8	3,8
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0
Tabac	188	2,7	6,0	Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0	Loisirs et culture	894	0,3	0,5
Habillement	357	0,1	0,0	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1	Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4	Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2	Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6	Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5	Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9	Éducation	4	1,2	0,6
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1	Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0	Restauration et cafés	587	1,4	1,2
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2	Services d'hébergement	165	2,4	2,0
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2	Autres biens et services	1 341	1,1	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9	Soins personnels	278	0,3	0,2
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0	Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4	Protection sociale	485	0,9	1,0
Santé	1 063	-0,2	0,5	Assurances	296	2,1	2,3
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7	Services financiers	38	2,5	2,2
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2	Autres services	125	0,9	1,1

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

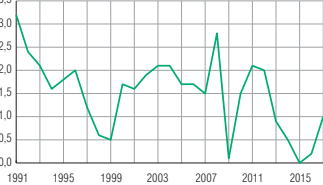
Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecins généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Essence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16		17/16
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Des graphiques d'illustration

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Titre du thème